

Service Prévention des Risques Anthropiques
Pôle Risques Accidentels
2 rue Augustin-Fresnel
BP 95038
57071 Metz Cedex 3

METZ, le 11/07/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)

Centrale de l'Est - Route Nationale
57270 Richemont

Références :
Code AIOT : 0006201722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2023 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) implanté Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont. L'inspection a été annoncée le 31/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour but de vérifier l'application de l'arrêté préfectoral n°2019-DCAT/BEPE-235 du 10 octobre 2019 et de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des appareils à pression

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)
- Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont
- Code AIOT : 0006201722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Air Liquide France Industrie est autorisée par arrêté préfectoral n°86-AG/2-86 du 6 février 1986 modifié à exploiter des installations de production de gaz de l'air.
Le site est classé Seveso seuil haut en raison des quantités d'oxygène présentes sur le site (rubrique

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- arrêté préfectoral n°2019-DCAT/BEPE-235 du 10 octobre 2019 mettant en demeure la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE à RICHEMONT de respecter les dispositions du présent arrêté, dans les délais prescrits, pour ses installations situées à RICHEMONT, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement
- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
5	Programme de contrôle des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Inspection périodique de récipients	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription, Amende	3 mois
7	Etat des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi de l'arrêté n°2019-DCAT/BEPE-235 du 10 octobre 2019	AP de Mise en Demeure du 10/10/2019, article 3	/	Sans objet
2	Suivi de l'arrêté n°2019-DCAT/BEPE-235 du 10 octobre 2019	AP de Mise en Demeure du 10/10/2019, article 2	/	Sans objet
3	Suivi de l'arrêté n°2019-DCAT/BEPE-235 du 10 octobre 2019	AP de Mise en Demeure du 10/10/2019, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen par sondage n'a pas mis en évidence d'écart dans l'application de l'arrêté de mise en demeure n°2019-DCAT/BEPE-235 du 10 octobre 2019.

En revanche, de nouveaux retards de contrôle réglementaire ont été constatés, ainsi que d'autres non-conformités à l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des appareils à pression et des récipients à pression simples. Aussi, il est proposé à M. le Préfet de Moselle de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 6 et 15 de cet arrêté et, eu égard à la récidive de retard dans la réalisation des inspections périodiques, de prescrire une amende administrative à l'encontre de l'exploitant.

Une lettre préfectorale est également proposée afin de rappeler à l'exploitant la nécessité de maintenir ses appareils en état de fonctionnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'arrêté n°2019-DCAT/BEPE-235 du 10 octobre 2019

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/10/2019, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE, sise Centrale de l'EST, 53 route nationale, à RICHEMONT est mise en demeure de justifier le maintien en service de la tuyauterie « EQ - Tuyauterie - AIR LIQUIDE - PV 5241 vers 250 NG 3006 » (n°Maximo 1115136) eu égard à l'épaisseur résiduelle inférieure à l'épaisseur de calcul constatée lors de l'inspection périodique du 24 juillet 2014, sous 1 semaine à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté le compte-rendu d'inspection périodique de la tuyauterie 150-NG-5201-2 (n°Maximo 1115136, position PV 5241 vers 250 NG 3006) du 18/07/2019 concluant à la conformité de l'équipement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi de l'arrêté n°2019-DCAT/BEPE-235 du 10 octobre 2019

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/10/2019, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE, sise Centrale de l'EST, 53 route nationale, à RICHEMONT est mise en demeure de régulariser la situation de l'équipement sous pression 3-E02 SHELL en mettant en œuvre les contrôles prévus à l'article L.557-28 du Code de l'Environnement avant le 14 octobre 2019.
Constats : L'exploitant a présenté le compte-rendu d'inspection périodique de l'appareil 3-E02 SHELL du 27 septembre 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/10/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE, sise Centrale de l'EST, 53 route nationale, à RICHEMONT est mise en demeure de régulariser la situation des soixante-dix-huit tuyauteries situées sur l'unité RICHEMONT 3 en établissant les programmes de contrôle prévus à l'article 15 de l'arrêté du 20 novembre 2017 sus-visé et en mettant en œuvre les contrôles prévus à l'article L.557-28 du Code de l'Environnement avant le 14 octobre 2019.
Constats : L'exploitant a présenté la liste des appareils à pression du site soumis à suivi en service. Les soixante-dix-huit tuyauteries sont mentionnées comme ayant eu une inspection périodique en 2019. L'examen des justificatifs a été fait par sondage : il n'a pas mis en évidence d'écart à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis une liste par courriel du 6 février 2023 et en a présenté une autre lors de la visite.</p> <p>Cette dernière ne faisait toujours pas apparaître le type d'équipement et n'était pas mise à jour avec les derniers contrôles réalisés. Elle ne faisait pas apparaître tous les appareils au chômage et le régime de surveillance des appareils.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 14 février 2023 la liste des appareils qu'il déclare complète et à jour.</p> <p>La colonne "plan d'inspection" n'est pas systématiquement renseignée, ce qui apporte une confusion quant au régime de surveillance des appareils.</p> <p>Les échéances de contrôles des tuyauteries 600 NG C65B_1E, 600_NG_C65B_1S, 600_NG_C65B_2E, 500_NG_C65B_2S, 500_NG_C65B_2E, 400_NG_C65B_3S, 400_NG_C65B_4E ne sont pas renseignées alors qu'il est indiqué que le tuyauteries ont été mises en service en 1995.</p>
<p>Observations : Il est rappelé à l'exploitant que la liste des appareils à pression exploités sur le liste doit comprendre le régime de surveillance des appareils.</p> <p>Certaines échéances de prochain contrôle réglementaire ne sont pas cohérentes avec les périodicités prévues par les cahiers techniques professionnels mentionnés dans la liste.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 5 : Programme de contrôle des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.
Constats : L'exploitant ne réalise par les visites externes prévues dans les programmes de contrôle des tuyauteries 900-AG-030-03-A041S et 300-AG-040-01-A091A. Le programme de contrôle de la tuyauterie 150-NG-5201-2 (n° Maximo 1115136) ne définit pas de contrôle pour la partie enterrée de la tuyauterie. L'exploitant déclare qu'aucun des programmes de contrôle établis ne fait mention de contrôle pour les parties enterrées des tuyauteries.
Observations : L'exploitant indique que les tuyauteries enterrées sont protégées par une protection cathodique et qu'il réalise des recherches de défauts de revêtements sur les tuyauteries par la méthode DCVG. La protection cathodique est contrôlée via des évaluations générales et des évaluations complètes et détaillées. Les rapports de ces contrôles ne sont pas tracés dans les dossiers d'exploitation des appareils et il n'a pas été possible de faire le lien entre les rapports présentés et les tuyauteries suivi au titre de l'arrêté du 20 novembre 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Inspection périodique d'équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>[...]</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Le dossier d'exploitation du récipient 3-V04 présente un compte-rendu d'inspection périodique valide du 09/03/2016. Aucun document ne vient attester d'une inspection périodique datant de moins de 4 ans.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 23 février 2023 le compte-rendu d'inspection du récipient 3-V04 daté du 21 février 2023.</p> <p>La liste des appareils à pression transmise par courriel du 14 février 2023 fait apparaître 26 appareils en retard d'inspection périodique.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 21 février 2023 les compte-rendus d'inspection périodique pour 19 d'entre eux.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de compte-rendu d'inspection périodique attestant de la conformité des récipients E5130, E5030, 3-K02, 3-K03, 3-E02 SHELL et la tuyauterie 150 OG S302.</p>
<p>Observations : Au regard du caractère répétitif des retards d'inspection périodique sur le site de Richemont, il est proposé à M. le Préfet de Moselle de prescrire une amende administrative à l'encontre de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Amende
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Etat des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]
Constats : La tuyauterie 150-NG-5201-2 présente des défauts de peinture avec une amorce de corrosion au niveau du premier coude suivant l'isométrique. La première entrée/sortie de sol présente une bande de protection qui commence à se décoller. Il existe un risque d'infiltration d'eau, source de corrosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale